

Envoyé en préfecture le 11/06/2024

Reçu en préfecture le 11/06/2024

Publié le

11/06/2024

ID : 005-200064657-20240610-D2024\_17-BF

DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES  
ARRONDISSEMENT DE BRIANÇON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ



# MAIRIE DE VALLOUISE-PELVOUX

## DECISION DU MAIRE n° 2024-17

### **M57 Fongibilité des crédits : décision budgétaire modificative n°2 portant ajustements de crédits en dépenses de fonctionnement et investissement**

#### **Le Maire de la Commune de Vallouise-Pelvoux**

**Vu** le code Général des Collectivités territoriales, et notamment l'article L 5217-10-6 ;  
**Vu** la délibération n°2 du 21 septembre 2022 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour le budget principal de la collectivité ;  
**Vu** la délibération du conseil municipal n°7 en date du 12 avril 2024 portant sur la fongibilité des crédits, autorisant Le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget ;  
**Vu** la délibération du Conseil Municipal n°2 en date du 12 avril 2024 approuvant le budget Primitif 2023 du budget principal de la commune (nomenclature M 57) ;  
**Considérant** qu'il y a lieu de modifier les écritures comptables inscrites au budget primitif 2024, relatives à la cession à la commune de Freissinières d'une motoneige affectée au domaine nordique ;

#### **DECIDE**

##### **Article 1**

Sont autorisés les mouvements de crédits suivants sur le budget principal de la commune (nomenclature M 57) :

Envoyé en préfecture le 11/06/2024

Reçu en préfecture le 11/06/2024

Publié le

11/06/2024 *LOW*

ID : 005-200064657-20240610-D2024\_17-BF

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6751 : Valeurs comptables des immobilisations cédées (hors ASA)	11 171,41 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
R-7761 : Différences sur réal. (négatives) reprises au compte de résultat	0,00 €	0,00 €	7 671,41 €	0,00 €
<b>TOTAL 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>11 171,41 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 671,41 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-7751 : Produits des cessions d'immobilisations (hors ASA)	0,00 €	0,00 €	3 500,00 €	0,00 €
<b>TOTAL R 77 : Produits spécifiques</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>11 171,41 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 171,41 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
R-024 : Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 500,00 €
<b>TOTAL R 024 : Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 500,00 €</b>
D-192 : Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	7 671,41 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
R-2153 : Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	0,00 €	11 171,41 €	0,00 €
<b>TOTAL 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>7 671,41 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 171,41 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>7 671,41 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 171,41 €</b>	<b>3 500,00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>-18 842,82 €</b>		<b>-18 842,82 €</b>

## Article 2

Il sera rendu compte de ces virements de crédit à la première réunion du Conseil Municipal qui suit cette décision.

## Article 3

Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes ;
- Monsieur le comptable assignataire

Fait à Vallouise-Pelvoux, le 10 juin 2024

**Le Maire**  
  
**Gaëlle MOREAU**

**Le Maire :**

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en application de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales
  - o Transmis en Préfecture le : 10/06/2024
  - o Publié le : 10/06/2024
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille , ou via l'application « Télé-recours Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication, ou le cas échéant, de sa notification. Dans ce même délai, il peut être déposé un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux. Ce recours n'est pas suspensif à l'exécution du présent acte.